

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS



**du Conseil Communautaire de la
Communauté de Communes des Îles Marquises (CODIM)**

DÉLIBÉRATION N° 02 - 2023 du 26 janv. 2023

**AUTORISANT LE MANDATEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT
AVANT LE VOTE DU BUDGET ANNEXE DE TRANSPORT MARITIME
INTERCOMMUNAL INTERINSULAIRE DE LA CODIM, exercice 2023 ET
ABROGEANT LA DÉLIBÉRATION N°70-2022 DU 19 DÉCEMBRE 2022**

Le 26/01/2023, le conseil communautaire de la communauté de communes des Îles Marquises, convoqué le 20/01/2023 conformément à l'article L.5211-11 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni par visioconférence à 07:30, sous la présidence de M. Benoît KAUTAI.

Le secrétaire de séance nommé est: Laïza DEANE

Délégués communautaires présents avec voix délibérative (10/15 élus en exercice):

Benoît KAUTAI, Joëlle FREBAULT, Joseph KAIHA, Henri TUIEINUI, Nestor OHU, Félix BARSINAS, Laïza DEANE, Wildorf TATA, Alain AH-LO, Athanase PAHUTOTI

Absent(s) (0):

Procuration(s) (0):

- Vu** la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;
- Vu** l'arrêté n°867/DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la communauté de communes des Îles Marquises;
- Vu** l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension de première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiées par les lois n°2007-1720 du 7 décembre 2007 et n°2007-1787 du 20 décembre 2007;
- Vu** le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics;
- Vu** le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie Française (CGCT);
- Vu** l'arrêté n°867/DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la communauté de communes des Îles Marquises ;
- Vu** la délibération n°36-2022 adoptant le budget primitif du budget annexe de transport maritime intercommunal interinsulaire de la CODIM, exercice 2022;
- Vu** la délibération n°51-2022 portant approbation du versement d'une avance remboursable du budget principal de la CODIM au budget annexe de transport maritime intercommunal interinsulaire;
- Vu** la délibération n°55-2022 portant approbation du compte administratif, du compte de gestion et de l'affectation du résultat de fonctionnement au titre du budget annexe de transport maritime intercommunal interinsulaire de la CODIM, pour l'exercice 2021;
- Vu** la délibération n°56-2022 portant approbation du budget supplémentaire du budget annexe de transport maritime intercommunal interinsulaire de la CODIM, exercice 2022;
- Vu** la délibération n°62-2022 portant décision modificative n°2 du budget principal de la CODIM, exercice 2022;

Exposé des motifs:

L'article L.1612-1 du CGCT prévoit que:

- avant le vote du budget, l'exécutif est en droit, du 1er janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

- prévoit que, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Considérant qu'il y a lieu de prendre en compte, pour la détermination du montant de ces dépenses, le quart des dépenses 2022 minorées du chapitre 16, des opérations d'ordres (chapitre 040 et 041) et des restes à réaliser;

Considérant que le quart des crédits des dépenses 2022 se calcule comme suit :

BUDGET TOTAL 2022	157 823 823 F CFP
RAR 2021	-0 F CFP
CHAP 16	-0 F CFP
CHAP 041	-127 223 323 F CFP
BUDGET 2022 corrigé	30 600 000 F CFP
Quart des crédits ouverts (25% DU BUDGET 2022 corrigé)	7 650 000 F CFP

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Après en avoir délibéré par

10 voix pour,	0 voix contre et	0 abstention(s), soit	10 votants
----------------------	-------------------------	------------------------------	-------------------

Article 1. AUTORISE le président à engager, liquider et mandater avant le vote du budget 2023 les dépenses d'investissement aux chapitres 20, 21 et 23 du budget annexe de transport maritime intercommunal interinsulaire de la CODIM pour un montant maximum de 7 650 000 F CFP réparti comme suit:

SECTION D'INVESTISSEMENT	
CHAPITRE 20 - Immobilisations incorporelles	3 150 000 F CFP
<i>2058 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires-Autres</i>	<i>3 150 000 F CFP</i>
CHAPITRE 21 - Immobilisation corporelles	2 500 000 F CFP
<i>2188 - Autre immobilisations corporelles</i>	<i>2 500 000 F CFP</i>
CHAPITRE 23 - Immobilisation en cours	2 000 000 F CFP
<i>2318 - Autres immobilisations corporelles en cours</i>	<i>2 000 000 F CFP</i>
TOTAL	7 650 000 F CFP

Article 2. DIT que ces dépenses seront inscrites au budget de l'exercice 2023.

Article 3. ABROGE la délibération n°70-2022 du 19 décembre 2022.

Article 4. DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de la Polynésie française dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou dès notification et de sa réception par le représentant de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5. DIT que la présente délibération est affichée et transmise au délégué du Haut-Commissariat de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles Marquises. Ampliation est adressée au comptable public de la communauté de communes des îles Marquises.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus

Acte rendu exécutoire après transmission via l'application @CTES:
Le: 02/02/23
Et publication ou notification
Du: 02/02/23

Le Président,
Benoît KAUTAI

